

DEBAT

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Merci Ali. Je crois que la première chose, c'est de vous demander de transmettre au Ministre tous nos vœux pour sa mère.

Nous allons avoir une petite discussion. Je crois qu'on pourrait peut-être commencer par la notion de confiance. Effectivement, lorsque nous avons reçu à l'IFRI le Ministre Zarif, il n'y a pas très longtemps, il avait aussi beaucoup parlé de cette notion de confiance. En effet, la confiance prend du temps à être établie. Je connais beaucoup de personnes, y compris dans cette salle, dont je ne dirai ni le nom ni la nationalité pour ne pas les trahir, qui considèrent qu'en réalité, rien ne change en Iran mais que tout cela, ce sont des mouvements tactiques et que l'ours ou le loup iranien continue à vouloir avaler tout ce qu'il peut avaler, au Liban par exemple.

Qu'est-ce que l'on peut faire et combien de temps cela prendra pour établir cette fameuse confiance, d'autant plus que c'est une notion à deux sens ? Je comprends aussi que du point de vue iranien, il y a un problème de confiance par exemple vis-à-vis des États-Unis mais pas seulement.

Ali Ahani, ambassadeur de la République islamique d'Iran en France et à Monaco

Vous savez très bien qu'en Iran, nous avons un modèle de démocratie qui est unique, qui est basé sur la religion, qui est une notion parfois difficile à bien comprendre, surtout dans un pays laïque comme la France, mais nous avons un bilan de 34 ans derrière nous, concernant ce modèle de démocratie. Nous avons l'élection présidentielle qui s'est bien passée, récemment, avec une participation bien forte dont le résultat a été la victoire de Hassan Rohani. Ce n'était pas tout à fait attendu, même en Iran, au moins au premier tour de l'élection. Mais c'est la voix du peuple, c'est la voix de la démocratie, qui l'a choisi. Concernant ces expériences de Hassan Rohani, son ouverture et ses promesses d'appliquer et d'avoir certaines réformes, soit économiques soit sociales soit politiques, il a pu attirer la confiance du peuple iranien. Il travaille dans ce sens.

Concernant cette bonne volonté et cette politique, cela a pu accélérer au moins la négociation avec les 5+1, qui s'est relativement bien passée. On est arrivé à l'accord intérimaire du 24 novembre, à Genève, qui permettra bien entendu d'aller en avant en garantissant la continuité de notre programme nucléaire tout à fait civil et l'enrichissement civil en Iran, sous la surveillance de l'agence, bien que nous soyons parmi les premiers signataires du TNP. Dans ce sens, on peut donner des assurances pour éliminer complètement les inquiétudes qui existent à propos de ce programme nucléaire, pour que ce programme reste pour toujours civil, ce qui est important, qui est une inquiétude pour les 5+1.

Selon cet accord, il y a certains engagements pour l'un et l'autre. Il faut être attentif pour construire et créer la confiance, pour bien démontrer à notre opinion publique qui a été bien touchée, qui a de la méfiance à l'égard des pays occidentaux, qui a subi des souffrances à propos de sanctions illégales qui ont été imposées à notre peuple, pour pouvoir bien appliquer cet accord en respectant bien l'un et l'autre, les engagements qui ont été considérés. Si on arrive à l'appliquer, bien entendu, on peut aller en avant, en essayant de consolider cette confiance et d'ouvrir la porte pour avoir une relation bien diversifiée avec tout le monde. Ce qui a été prononcé de la part du Président Rohani, c'est qu'il désire consolider la relation avec tout le monde, particulièrement avec les voisins et aussi avec les autres pays sur la base d'un respect mutuel. Nous sommes tout à fait disponibles.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Tout à l'heure, j'ai demandé au vice Premier ministre Turc, Ali Babacan, si le fait que ces négociations 5+1 aient démarré sous des auspices prometteurs pouvait faciliter un règlement de la question syrienne et, d'ailleurs, d'autres problèmes aussi au Moyen-Orient, puisque le désordre existe également en Irak par exemple et même en

Afghanistan, qui sont des pays où le concours de l'Iran est indispensable pour toute forme de solution viable. Ali Babacan a répondu à cette question en disant qu'il fallait garder chaque négociation pour elle-même, c'est-à-dire qu'il fallait séparer la question de la négociation nucléaire du reste.

Comment auriez-vous répondu à cette question ?

Ali Ahani, ambassadeur de la République islamique d'Iran en France et à Monaco

Soyons réalistes. C'est vrai, le volet nucléaire est indépendant. Il faut travailler à le régler. Mais si on arrive à régler ce dossier, considérant les acteurs qui sont dedans, les pays 5+1, ayant leur rôle à propos des différents sujets internationaux, ainsi que la Syrie, si on arrive à consolider la confiance entre les différents acteurs concernés par cet accord, bien entendu, indirectement, cela aura un effet pour le règlement des autres problèmes régionaux et internationaux.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Est-ce que vous voyez un risque sérieux de dérapage dans ce processus, qui pourrait venir de l'intérieur de l'Iran et de l'opposition. On a d'ailleurs vu que le Ministre Zarif lui-même s'est fait assez sérieusement secouer, récemment, à Téhéran.

Ali Ahani, ambassadeur de la République islamique d'Iran en France et à Monaco

Cet accord a bien entendu des opposants, soit en Iran, soit hors de l'Iran. Il faut être attentif. Oui, le Président Rohani ainsi que Mohammad Javad Zarif sont sous la pression de certains courants qui sont contre, qui sont surtout très méfiants à l'égard de la sincérité des Américains. C'est la racine de cette opposition, si vous voulez. Ils disent qu'il ne faut pas ou qu'on ne peut pas faire confiance aux Américains. Si on arrive à appliquer soigneusement cet accord, on peut apaiser le climat, on peut aller de l'avant. Il faut être attentif pour ne pas faire se compliquer les choses, parce que concernant cet accord, chacun a ses engagements, dont celui de ne pas ajouter des sanctions. Si on est témoin de certaines démarches de la part du Congrès américain ou d'un autre, renforçant encore, rajoutant encore des sanctions, cela peut donner un atout aux opposants en Iran et hors de l'Iran, en disant : comment peut-on faire confiance ? C'est cela à quoi il faut être bien attentif.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Je voudrais aussi vous poser une question peut-être un peu plus délicate et plus inattendue. Mon expérience personnelle, et je suppose celle de beaucoup des personnalités rassemblées dans cette pièce, est que dans la vie internationale, il est très important que les leaders se rencontrent, se connaissent, même se connaissent physiquement, puissent se parler, pour établir la confiance. Parfois, c'est après s'être copieusement disputé qu'on finit par créer un nouveau climat qui permet de progresser. Or le système iranien fait que le guide suprême est totalement à l'écart ou presque totalement à l'écart de la vie internationale. A ma connaissance, le guide Ali Khamenei, l'ayatollah Khamenei, rencontre extrêmement peu d'étrangers. Je me demande parfois si cette forme d'isolement n'est pas un handicap pour la normalisation des relations de l'Iran avec ce qu'on appelle la communauté internationale.

Ali Ahani, ambassadeur de la République islamique d'Iran en France et à Monaco

Je dois corriger votre information, peut-être. Le guide suprême de la révolution islamique suit très sérieusement et soigneusement les événements internationaux. Il est bien fort dans cet aspect. Il reçoit tous les chefs d'État et chefs de gouvernement qui viennent en Iran. Il est en contact avec eux et ils sont heureux aussi d'être reçus. Et il continue. Il a son rôle. Il connaît bien la scène internationale. Il était le président de la République, il a rendu des visites ici ou là. Concernant sa position, qui est au-delà des gouvernements ou des chefs d'État, il y a un empêchement pour le déplacement, mais cela ne signifie pas qu'il est isolé. Il est toujours en forme. Il reçoit toujours des délégations qui viennent en Iran. Dans cet aspect, il faut être bien informé du fait qu'il continue bien à analyser les choses. Il a son analyse et aussi son rôle.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Mais il ne voyage pas à l'extérieur de l'Iran.

Ali Ahani, ambassadeur de la République islamique d'Iran en France et à Monaco

Cela ne signifie pas qu'il est isolé. S'il y a des chefs d'État en Iran, bien entendu, il les reçoit et il est en contact.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Dernière question avant d'élargir le débat, nous avons parlé de la Syrie, vous en avez un peu parlé à la conférence de presse juste avant. Quel type de solution peut-on imaginer pour la résolution, à court ou moyen terme, de la crise syrienne ? Quel type de solution qui aurait un minimum de caractère démocratique ?

Ali Ahani, ambassadeur de la République islamique d'Iran en France et à Monaco

Vous le savez très bien. La situation en Syrie est vraiment devenue trop compliquée. Il faut être réaliste. Il faut diriger les choses dans la voie démocratique, bien entendu. Il faut essayer d'encourager toutes les parties concernées, tous les pays : ils ont leur rôle pour être coopératifs pour arriver à certains objectifs. D'abord, le plus important, c'est l'arrêt de la confrontation actuelle qui existe. Deuxièmement, c'est l'arrêt des actes terroristes en Syrie et essayer de préparer le terrain pour que les éléments terroristes, soutenus par l'un et l'autre, soient partis, soient hors de Syrie, pour préparer le terrain pour que tous les groupes concernés, soit les groupes intérieurs, soit extérieurs, qui sont vraiment d'origine syrienne... Certains éléments, certains opposants, sont venus de l'étranger. Dans le cas actuel, il y a des djihadistes qui combattent et qui viennent de plus de 80 pays. Ils ne sont pas là pour stabiliser, pour garantir l'intégralité territoriale de la Syrie. Ils sont dangereux. Il faut qu'ils partent. Il faut préparer le terrain. La conférence de Genève 2 peut être une opportunité pour aller dans ce sens, pour encourager toutes les parties concernées, tous les groupes d'opposition pacifistes de venir à la table négocier ensemble, pour arriver à une solution syrienne. Il ne faut pas donner au peuple syrien la perception que l'un ou l'autre pays décide pour eux. Ils sont bien *maturés*. Il faut être réaliste, il ne faut pas *préconditionner* cette conférence, il faut encourager tout le monde à venir à la table. En ce qui nous concerne, nous essayons d'être coopératifs, d'être un élément constructif et stabilisateur pour la Syrie. C'est important non seulement pour le peuple syrien mais encore parce que la déstabilisation en Syrie peut aussi contaminer facilement les autres pays de la région, ce qui est un grand danger pour tout le monde.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Je vous remercie. Nous allons maintenant nous donner un petit quart d'heure de questions-réponses. Qui souhaite intervenir en premier ? J'aperçois Jim Hoagland.

Jim Hoagland, conseiller de la rédaction, *The Washington Post*

Monsieur l'Ambassadeur, dans l'esprit bilingue du World Policy Conference...

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Can you say it in french ? Cela simplifierait pour nous. Il y a des Iraniens qui préfèrent parler français.

Jim Hoagland, conseiller de la rédaction, *The Washington Post*

Il y a même des Américains qui aiment bien parler français. C'est pour cela que je cite l'esprit bilingue de cette conférence.

Monsieur l'Ambassadeur, à Washington, quand on parle avec les assistants du Président à la Maison Blanche, ils disent assez clairement qu'une des raisons principale pour signer l'accord avec l'Iran, c'est qu'ils pensent que cela va

encourager et donner plus de pouvoir au gouvernement Rohani. Est-ce que c'est vrai ? Est-ce que cela fait cet effet jusqu'à maintenant ? Est-ce que penser comme cela est réaliste ?

Ali Ahani, ambassadeur de la République islamique d'Iran en France et à Monaco

La signature ou le fait d'arriver à un accord est un point important mais ce qui est le plus important, c'est l'avancement de l'application de cet accord. Bien entendu, tous les membres du 5+1 ont leur rôle important et on est arrivé à cet accord, qui est un accord gagnant-gagnant. Cela veut dire que cela peut garantir et reconnaître notre droit tout à fait légitime à profiter de ce programme nucléaire, d'enrichissement d'uranium, tout à fait civil, sous la surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique, et en même temps, donner de bonnes garanties sur le fait que ce programme restera pour toujours civil. C'est important pour les 5+1 et pour la communauté internationale. C'est notre politique, bien entendu. Mais il faut éliminer les inquiétudes qui existent et nous sommes tout à fait résolus sur cet aspect. En même temps, il y a certains engagements pour l'autre côté : premièrement, assouplir des sanctions qui ont été imposées à l'Iran tout à fait illégalement. Ils ont fait subir une certaine souffrance au peuple iranien. Par conséquent, ils ont créé une certaine méfiance à leur égard. Il faut le compenser. L'application précise de cet accord peut permettre d'ouvrir la porte et de consolider la confiance. Nous espérons que certains éléments américains, le Congrès ou les autres, n'essayeront pas de mettre un bâton dans les roues, comme vous dites, afin de pouvoir aller de l'avant, d'attirer la confiance du peuple iranien qui a été vraiment abîmée pendant ce temps. Dans ce sens, bien entendu, le Président Rohani a promis au peuple iranien, avant son élection, qu'avec ses expériences et sa connaissance, il allait suivre sérieusement ce dossier. S'il arrive à le régler, bien entendu, ce sera un bon point, un point tout à fait positif, pour son bilan.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Karl Kaiser.

Karl Kaiser, université d'Harvard

Monsieur l'Ambassadeur, vous disiez qu'il fallait séparer le dossier du nucléaire des autres.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Non, c'est Ali Babacan qui disait cela.

Karl Kaiser, université d'Harvard

C'est ce qu'on disait avant.

Je vois là un problème. Les origines du manque de confiance ne sont pas seulement la perception, aux États-Unis, du caractère qu'on considère militaire du programme nucléaire mais aussi le comportement de l'Iran dans d'autres domaines, notamment le soutien du Hezbollah et du Hamas. Ma question est la suivante. Est-ce que vous voyez une possibilité d'aller au-delà des questions nucléaires et d'entamer les questions régionales de ce genre au cours des négociations dans l'avenir ?

Ali Ahani, ambassadeur de la République islamique d'Iran en France et à Monaco

Bien entendu, si on arrive à régler ce dossier, on peut aller de l'avant. Nous avons déjà prouvé notre disponibilité, notre bonne volonté pour résoudre des contentieux, des crises régionales. Notre rôle, à l'époque, à propos de l'Afghanistan, à propos de l'Irak, a été bien clair. Nous sommes toujours dans ce sens, pour aider à calmer des crises régionales, qui ne sont pas du tout dans notre intérêt non plus. Bien entendu, si on arrive à régler ce dossier, la porte peut être ouverte pour créer de la confiance, pour essayer d'aider le peuple de ces pays concernant le rôle que nous pouvons jouer, qui est un rôle toujours stabilisateur.

Concernant le Hezbollah, il faut être réaliste. Je ne peux dire que le Hezbollah est une fraction politique au Liban qui a bien joué son rôle, qui est totalement différent de la position ou du poids du Hezbollah à l'époque au Liban. Ils ont leur poids politique, ils ont leur rôle, ils ont bien prouvé leurs compétences pour défendre l'intégralité territoriale du Liban. Ils doivent donc être bien respectés, comme les autres groupes, ayant leur rôle, leur poids politique. Le Hamas aussi. Si on croit à la démocratie, « une voix, un vote », il faut le respecter dans tout le monde, non seulement en Irak, non seulement au Liban, non seulement au Bahreïn, mais dans tout le monde. Il faut le respecter. Si on le respecte, on peut régler beaucoup de crises régionales.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Dernière question puisqu'ensuite, on va élargir et qu'il va y avoir une table ronde plus large sur le Moyen-Orient. Puisqu'on a mentionné le Hezbollah et le Liban, il y a le Liban en rangs serrés ici et Riad Tabet en est le représentant naturel, si j'ai bien compris.

Riad Tabet, Président de Berit International Holding SA

Légitime.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

« Légitime », c'est une autre question.

Riad Tabet, Président de Berit International Holding SA

Monsieur l'Ambassadeur, vous avez dit vous-même que l'Iran est une république démocratique mais islamique. L'Iran est un grand pays qui a une grande civilisation mais c'est aussi un pays chiite. La communauté chiite, qui fait allégeance au guide dans différents pays de la région, fait primer cette allégeance sur l'allégeance au pays, ce qui crée un problème de conflit. Est-ce que l'Iran n'est pas en train d'utiliser cette communauté comme levier de puissance dans la région ou peut-être de déstabilisation, ce qui fait craindre cette menace à beaucoup ?

Ali Ahani, ambassadeur de la République islamique d'Iran en France et à Monaco

Comme vous dites, nous sommes un pays chiite, mais nous avons de bonnes relations non seulement avec les pays qui ont des chiites mais aussi avec tous les pays qui ont des sunnites ou qui sont sunnites. Le Hamas n'est pas un groupe chiite. Nous avons nos principes. Nous considérons qu'il faut s'engager avec tout le monde sur les intérêts communs, sur le respect mutuel, soit chiites, soit sunnites. Le point important auquel il faut faire attention, c'est le danger d'extrémisme ou d'extrémistes, auprès de l'un ou de l'autre camp. Nous sommes tout à fait contre. Il faut condamner l'extrémiste, soit auprès des chiites, soit auprès des sunnites. Il faut être en contact. Il faut essayer d'établir le dialogue, de se comprendre, d'aller dans le sens de la cohabitation entre les sunnites, les chiites, entre les juifs, les musulmans, les chrétiens. Il faut aller dans ce sens sinon on ne peut pas régler les choses.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Hélas, on va interrompre la discussion. Avant de faire monter les participants du panel plus large sur le Moyen-Orient, je voudrais vous raconter brièvement une anecdote.

En 1990, il y a donc très exactement 23 ans, l'ambassadeur d'Iran à Paris s'appelait Ali Ahani. C'était lui. Il est ambassadeur d'Iran à Paris pour la troisième fois. Il m'avait invité en Iran. J'avais donc fait un voyage qui se passait au mois d'octobre 1990. Je ne sais pas si vous voyez ce que cela signifie. Au mois d'août, il y avait eu l'invasion du Koweït par Saddam Hussein et, à ce moment-là, les Américains commençaient à déployer leurs forces en Arabie Saoudite pour intervenir en Irak. Je me souviendrai toujours – je l'ai d'ailleurs noté très attentivement – d'une très longue réunion qui avait duré 3 heures, avec un odjatolèslam dont j'ai oublié le nom – Ali nous le dira sûrement – et qui était celui qui avait organisé la fameuse prise d'otages des Américains à Téhéran. Cet odjatolèslam m'expliquait en se frottant les mains que les Américains allaient faire le travail qu'il n'avait pas réussi à faire pendant la guerre entre



l'Irak et l'Iran, c'est-à-dire détruire l'équilibre militaire qui s'était instauré entre l'Irak et l'Iran et le détruire au bénéfice de l'Iran. Je crois qu'il faut tout de même rappeler que cette guerre de 1991 et, naturellement, celle de 2003 ont très largement contribué à déséquilibrer la région. Là, je parle un peu un langage *kissingerien*, mais certains me le pardonneront, je pense.

Mesdames, Messieurs, merci beaucoup. Merci, Ali.